

**VENDREDI 3 JUILLET 2015**

*« Voir » la fin de la civilisation industrielle.*

- = **Voici comment se développera la nouvelle crise** p.1
- = LA CRISE GRECQUE HORS CONTRÔLE (François Leclerc) p.3
- = LA MACHINE INFERNALE DE LA DETTE GRECQUE (François Leclerc) p.4
- = La Troïka dépasse les bornes (Paul Jorion) p.5
- = Référendum grec : un 1er sondage donne le « NON » vainqueur à 54% (sondage peu crédible) p.5
- = Il n'y a pas que la Grèce... Autriche : 260 000 signatures pour une sortie de l'UE p.7
- = Insolvabilité grecque aujourd'hui... et demain, insolvabilité d'autres Etats de la Zone euro ? p.8
- = « Le référendum est-il la bonne solution ? » (Charles Sannat) p.13
- = Point sur la situation grecque... (Patrick Reymond) p.16
- = (Énergie) 5+1 (Patrick Reymond) p.18
- = Etat du Monde , Juin 2015 N°2 , Economie p.18
- = Krach en Chine, c'est grave ? p.34
- = Les gros investisseurs ne peuvent pas acheter de dollars p.37
- = Le compteur de la dette US bloqué à 18,112,975,000,000 \$ depuis plus de 3 mois p.38
- = Les banques doivent publier leur exposition directe et indirecte au risque grec (Bruno Bertez) p.39
- = Grèce : tartuferie médiatique ou véritable révolution politique ? (Bruno Colmant) p.40
- = Faillite de la démocratie occidentale : une dérive totalitaire à son point d'achèvement (Le Yéti) p.41
- = La crise grecque fait perdre 88 milliards aux milliardaires p.44



## Voici comment se développera la nouvelle crise



Phoenix Capital  
Gains, Pains and Capital

Publié le 03 juillet 2015

Comme je l'ai noté hier, la mèche de la bombe globale de la dette a été allumée. Nous sommes désormais officiellement en temps de crise, une crise dont 2008 n'était que l'échauffement.

Elle mettra un certain temps à se développer. La bulle technologique, qui a peut-être été la plus grosse bulle sur les actions de tous les temps, était aussi bien évidente pour les investisseurs qu'elle était concentrée sur une seule classe d'actifs : les actions. Malgré ça, il a fallu attendre deux ans pour que les prix des actions atteignent un plancher.



La crise actuelle, en revanche, implique les obligations... la base même de notre système financier.

Chaque classe d'actif est basée sur les prix des obligations. Le fait que les obligations soient dans une bulle (la plus grosse de l'histoire financière) signifie que toutes les classes d'actifs sont dans une bulle.

Et quelle bulle !

Il existe aujourd'hui un total de 100 trillions de dollars d'obligations.

Un peu plus d'un tiers de ces obligations se trouvent aux Etats-Unis. La moitié provient des nations développées hors-Etats-Unis. Les marchés émergents représentent les 14% restants.

Plus de 100 trillions de dollars... la taille de la bulle sur les obligations seule suffirait à donner mal à la tête.

Mais une fois que nous prenons en compte le fait que les obligations sont liées, en tant qu'actifs collatéraux, à d'autres titres (notamment des produits dérivés de gré-à-gré), l'impact de la bulle sur les obligations passe à plus de 555 trillions de dollars.

Pour remettre tout cela en perspective, le marché des swaps de défaut de crédit qui est passé très près de faire s'effondrer le système financier en 2008 ne représentait qu'entre 50 et 60 trillions de dollars.

Qu'est-ce que cela signifie ?

La bulle de 100 trillions de dollars sur les obligations va imploser. Et quand elle le fera, le système financier commencera à se débarrasser de sa dette au travers d'une

restructuration (réduction de la quantité de dollars dans le système, qui fera grimper sa valeur) ou d'un défaut.

Voici à quoi nous attendre une fois que tout sera terminé :

- 1) De nombreux pays émergents feront défaut de leur dette, et les actions des marchés émergents perdront pour beaucoup jusqu'à 50% de leur valeur.
- 2) L'euro passera en-dessous de son niveau de parité avant même que l'Union européenne ne soit dissoute (une nouvelle version de l'euro pourra ensuite être introduite, qui demeurera inférieure à la parité avec le dollar).
- 3) Le Japon fera défaut et entrera une phase d'hyperinflation.
- 4) Les actions américaines perdront au moins 50% de leur valeur et chuteront éventuellement jusqu'à atteindre 400 sur le S&P 500.
- 5) De nombreux refinancements bancaires verront les comptes en banque gelés et utilisés pour maintenir en place des banques en difficulté.

Ce processus a déjà commencé en Europe. Et il se propagera au cours des mois à venir. Les investisseurs les plus avisés se préparent dès aujourd'hui, avant même de pouvoir en profiter, pour éviter de se trouver dépassés par les événements.

## **LA CRISE GRECQUE HORS CONTRÔLE**

**par François Leclerc , Blog de Paul Jorion , 3 juillet 2015**

Le résultat du référendum de dimanche polarise l'attention et cela masque la suite de la crise grecque. Un nouveau sondage donne une légère avance au « oui », mais celle-ci se situe dans la marge d'erreur, apportant comme information que les résultats sont tangents. Les scénarios pour les lendemains commencent à circuler mais s'en tiennent à ce qui est finalement anecdotique. Car quel que soit le résultat du référendum, la situation ne sera politiquement et financièrement pas sous contrôle et tous les efforts vont consister à tenter de le masquer.

Politiquement, car la seule alternative au gouvernement Syriza en cas de victoire du « oui » est un gouvernement transitoire de technocrates. Il faudrait sinon que 50 députés de Syriza rejoignent ceux de l'opposition pour former une majorité parlementaire, ce qui n'est pas vraisemblable. Mais comment un tel gouvernement pourra-t-il négocier le 3ème plan de sauvetage qui permettra d'éviter un défaut sur la BCE le 20 juillet, puis en août, et le faire valider par le Parlement ? Et d'éventuelles élections – qui devraient mettre Syriza en minorité, ce qui est loin d'être garanti – ne pourront pas intervenir à temps. En cas de victoire du « non »,

un improbable accord excluant le FMI devrait être trouvé en une dizaine de jours afin d'éviter le défaut vis vis de la BCE...

Financièrement, si l'on suit les conclusions du document du FMI qui s'efforce de prendre en compte ses erreurs passées. « Si des financements sous condition jusqu'à 2018 sont accordés, la dette restera très élevée durant des décennies et sera très vulnérables aux chocs », prévient-il en référence aux détériorations qui pourraient intervenir en termes de croissance et d'excédents budgétaires par rapport à ceux qu'il prévoit. Pour le FMI, il faudrait au mieux remettre au pot 68 milliards d'euros dans l'immédiat, accorder une période de grâce de 20 ans et étaler le remboursement de la dette sur 40 ans. En cas de choc, une réduction de la dette estimée par le Fonds à 50 milliards d'euros serait inévitable.

Ce qui ressort de l'analyse du Fonds, c'est qu'un changement total est nécessaire en Grèce, dont Syriza pourrait être porteur, et que ses créiteurs devraient radicalement modifier leur approche, car leurs exigences ne sont pas à la hauteur des problèmes qu'ils prétendent régler, faisant au contraire empirer la situation. Ni les discours ni les pressions n'auront de prise sur cette réalité-là. Il ne restera plus qu'à tenter de l'escamoter, mais il faudra néanmoins payer pour éviter le pire, en le faisant payer aux Grecs. Décider de la sortie de l'euro de la Grèce donnera la main au FMI, qui mettra dans la balance le réaménagement de la dette.

Encore bravo !

## **LA MACHINE INFERNALE DE LA DETTE GRECQUE**

**Par François Leclerc 2 juillet 2015**

Le FMI vient de jeter un gros pavé dans la mare en rendant public un « avant-projet d'analyse de la viabilité de la dette » de la Grèce daté du 26 juin dernier. De [ce document de 23 pages très denses](#), il ressort que le 3ème plan de sauvetage de la Grèce devrait être d'un montant de 52 milliards d'euros pour couvrir ses besoins de financement jusqu'à la fin décembre 2018. Mais cela ne tient pas compte de l'annulation des 16 milliards d'euros qui est intervenue suite à l'absence d'accord entre les créanciers et le gouvernement grec, ce qui porte son montant à 68 milliards d'euros.

Il s'appuie sur des prévisions d'excédent budgétaire primaire (avant remboursement de la dette) et des taux de croissance prévisionnel qui ne seront probablement pas atteints. La croissance sera nulle en 2015, selon ce même FMI. Les calculs montrent que s'il manque 1% de croissance et d'excédent budgétaire, une réduction de la dette de plus de 50 milliards d'euros sera nécessaire pour que

celle-ci retrouve un niveau considéré comme soutenable.

Michel Sapin a dernièrement renvoyé aux calendes (grecques) le remboursement de la dette afin de minimiser cet enjeu. Mais la machine infernale financière qui a été lancée a des exigences qui ne reconnaissent pas les grosses ficelles de la politique. Le remboursement des dettes arrivant à échéance n'est possible que si de nouveaux crédits sont accordés. Continuer de pressurer la Grèce n'aura comme conséquence que d'augmenter le montant de ceux-ci. La seule possibilité d'arrêter la machine infernale est d'accorder un abandon de créance massif. Plus il sera tardif, plus son montant sera élevé...

P.S. Le sondage donnant une majorité de « oui » au référendum ne s'appuyait que sur des données fragmentaires selon l'agence Greek public opinion (GPO) et a été publié à son insu, rapporte Slate.fr.

## **La Troïka dépasse les bornes**

**Paul Jorion 2 juillet 2015**

Le 27 février dernier, je publiais un billet intitulé Troïka : Il va peut-être falloir s'en occuper nous-mêmes ! J'y lançais l'idée d'un « tribunal d'opinion », dit aussi, d'après un exemple fameux, « Tribunal Russell », pour juger les meneurs de la Troïka.

Si vous pensiez il y a 4 mois et des poussières que le dossier était un peu mince, je suppose que vous avez depuis changé d'avis. D'autant qu'ils aggravent leur cas de minute en minute...

Il faut leur faire comprendre, calmement mais fermement, que ça suffit comme ça. Les institutions démocratiques nous offrent le moyen de le faire.

À moins bien sûr qu'ils ne rendent la chose impossible parce que les coups d'État militaires feraient partie de leur arsenal. Pour ramener un peu d'ordre dans un monde ayant le mauvais goût de ne vraiment pas apprécier leurs manières de gougnafriers. Au point où ils en sont, on n'en serait même pas autrement surpris.

## **Référendum grec : un 1er sondage donne le « NON » vainqueur à 54%**

### **Varoufakis démissionnera en cas de victoire du oui**

**Blog de la résistance et Huffingtonpost.fr , 02 juillet 2015**



Le référendum en Grèce pourrait aboutir à la sortie du pays de la zone euro en cas de victoire du « non » | AFP

**ÉCONOMIE – Les Grecs ont rendez-vous dimanche dans les bureaux de vote pour décider de leur avenir. Ils devront approuver ou rejeter les propositions formulées par les créanciers (UE, BCE, FMI). La victoire du « non » (« oxi » en Grec) pourrait conduire in fine à la sortie de la Grèce de la zone euro et à une crise des institutions européennes.**

Or, [selon un sondage de l'institut ProRata pour le quotidien grec \*Efimerida Ton Synatktion\* publié mercredi 1er juillet](#), c'est bien ce scénario qui se dessine. D'après l'enquête, le « non » arriverait en tête avec 54% des voix alors que [le « oui » n'est crédité que de 33%](#). 17% des personnes interrogées ne se prononcent pas.

L'agence Reuters précise que le sondage a été réalisé sur plusieurs jours, « étalés avant et après l'annonce des mesures de contrôle des capitaux qui ont contraint les banques à fermer et plafonné les retraits journaliers aux distributeurs automatiques ». Un procédé qui permet « d'avoir une idée de l'impact sur l'électorat de ces mesures ».

### **L'espoir d'un accord avant le référendum**

La veille de la parution du sondage, au terme d'une journée à rebondissements comme seule cette crise peut en offrir, [Athènes n'a pas remboursé le FMI](#) et se retrouve privé des fonds de l'institution. Les ministres des Finances de la zone euro ont décidé de se tenir une téléconférence mercredi en fin d'après-midi pour examiner une nouvelle demande d'aide de la Grèce. Le précédent programme d'aide, mis en place en 2012, a expiré le 30 juin à minuit.

Selon des sources européennes, le gouvernement de gauche au pouvoir à Athènes serait prêt à mettre dans la balance le référendum convoqué dimanche. « Le but c'est de trouver un accord avant le référendum, si c'est possible », a commenté le

ministre français des Finances [Michel Sapin sur la radio française RTL](#), reconnaissant une situation « effroyablement compliquée », avec notamment des pays européens qui ne sont pas tous sur la même ligne

### **Varoufakis démissionnera en cas de victoire du oui**

#### **Le ministre grec des Finances démissionnera si le oui l'emporte lors du référendum qui sera tenu dimanche.**

Le ministre grec des Finances, Yannis Varoufakis, s'est montré prêt à quitter ses fonctions si le peuple grec dit oui aux demandes des créanciers lors du référendum qui sera tenu dimanche, selon l'agence Bloomberg. Le gouvernement grec, d'Alexis Tsipras, appelle à voter non.

Dans le même temps, le ministre a refusé de répondre à la question sur une démission éventuelle du premier ministre, Alexis Tsipras, en cas de victoire de oui. « Le temps n'est pas encore venu. Si on se prépare au combat, on ne pense pas à la défaite. Ce dimanche, on doit gagner. Et on doit rester au pouvoir pour signer un accord réciproquement avantageux avec l'Europe », a-t-il déclaré.

Selon M. Varoufakis, le défaut principal des propositions des créanciers est qu'elles ne prévoient pas de restructuration de la dette grecque ce qui rend son paiement impossible. Varoufakis a dit qu'il ne signerait pas l'accord sous la contrainte de la Troïka mais si le oui l'emportait lors du référendum, l'accord serait quand même signé. « Peut-être cela demandera d'introduire des changements dans la structure du gouvernement », a-t-il précisé. « Que le oui l'emporte ou non, le parti Syriza jouera toujours un rôle important dans la politique grecque » a conclu M. Varoufakis.

D'après un récent sondage, 54% des Grecs ont l'intention de voter contre la politique d'austérité proposée par les créanciers internationaux.

Les créanciers internationaux de la Grèce (UE, FMI, et BCE) insistent sur l'annulation du taux d'imposition préférentiel pour les îles grecques, l'augmentation de l'âge de départ à la retraite à partir de 2022 et la suppression de l'allocation de solidarité aux retraités.

– [http://www.huffingtonpost.fr/2015/07/01/referendum-grece-non-vainqueur-sondage\\_n\\_7703122.html](http://www.huffingtonpost.fr/2015/07/01/referendum-grece-non-vainqueur-sondage_n_7703122.html)  
– <http://fr.sputniknews.com/international/20150702/1016823871.html#ixzz3ekpt3Xnw>

## **Il n'y a pas que la Grèce... Autriche : 260 000 signatures pour une sortie de l'UE**

3 juillet, 2015

Posté par [Benji](#), Les Moutons enragés rt RT.com

**S'il y a une conférence que tous devraient avoir vue un jour, c'est [celle de François Asselineau sur la construction européenne](#), sur ceux qui ont réellement voulu l'émergence de cette Europe ainsi que de la monnaie unique, sur les véritables buts et ces nombreux mensonges qui nous ont mené à cela: soit disant plus de travail, plus de paix, plus de démocratie... Nous voyons tous où cela nous a mené, et que ce « rêve européen » n'est qu'une arnaque au profit de certains groupes financiers. La Grèce est dépouillée et esclave de la finance, les autres pays n'en peuvent plus, un éclatement de la zone euro n'est plus une simple probabilité, et les régions ou pays souhaitant quitter ce cauchemar se font de plus en plus nombreux. Dernier pays à lancer le sujet: l'Autriche, même si ce ne sont que 260 000 signatures sur une pétition, c'est déjà un bon début. À quand la même chose dans d'autres pays?**

Plus de 260 000 autrichiens ont signé une pétition appelant à la sortie de l'Union Européenne. Le parlement du pays doit désormais discuter sur l'issue.

Un nombre précis de 261 159 personnes qui ont déposé leur signature comprend 4,12% de l'électorat du pays.

La pétition a reçu la plus grande popularité dans la région de la Basse-Autriche (ou 5,18% des électeurs potentiels l'ont signé) de en Carinthie (4,48%).

Le seuil pour lancer des débats sur un referendum potentiel est de 100 000 personnes.

La pétition a été lancée par un traducteur de 66 ans, Inge Rauscher, qui avait déjà composé un document similaire en 2000. A cette époque-là, il avait été signé par 3,35% de l'électorat.

Rauscher a rapporté au journal *The Local* qu'une hausse de l'appui au referendum pourrait être expliquée par la crise économique et la crise grecque. Elle a indiqué dans un communiqué que «c'était un résultat formidable».

L'Autriche se trouve parmi des pays les plus riches de l'Union Européenne, avec seulement 4,3% du chômage en 2012, un des taux les plus bas au sein de l'Union. L'Autriche se place également à la 11ème place parmi les pays les plus riches du monde en termes de



PIB.

Un tel referendum est à l'ordre du jour au Royaume-Uni. Il est prévu d'avoir lieu avant 2017, bien que le jour précis n'a pas encore été clairement déterminé. Selon le dernier sondage d'opinion mené par YouGov, 38% des Britanniques se prononceraient pour la sortie de l'Union Européenne, tandis que 44 préféreraient y rester.

C'est en 2013 que David Cameron avait promis de tenir un referendum, qui a provoqué des sondages d'opinion dans d'autres pays de l'UE. Ainsi au Danemark, 52% des citoyens ont confirmé leur fidélité à l'Europe, tandis que 47% voulaient voir une révision des conditions de leur appartenance à l'UE. En Irlande, deux-tiers des répondants s'étaient prononcé pour l'UE.

## **Insolvabilité grecque aujourd'hui... et demain, insolvabilité d'autres Etats de la Zone euro ?**

03 juil 2015 | [Mory Doré](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ Les conséquences du futur défaut grec et/ou de la future sortie de la Grèce sont difficiles à évaluer puisque l'on se retrouverait dans une situation inédite : pour la première fois, l'on assisterait au défaut d'un Etat au sein d'une union monétaire.

Nous pensons que de tels événements auraient des conséquences plus importantes encore que ceux qui ont suivi la faillite de Lehman Brothers

Trois types de conséquences bouleverseront le financement de l'économie : disparition progressive des marchés obligataires (financements des dettes publiques de plus en plus difficiles en dehors des actions conventionnelles des banques centrales) ; risques croissants sur l'épargne privée ; émergence des courants de pensée "anti-capitalistes" sur l'illégitimité de certaines dettes publiques (encourageant d'autres futurs défauts après celui de la Grèce).

### ▪ **Le marché de la dette publique en voie de disparition**

Le marché obligataire de la dette publique est en train de progressivement disparaître. Les assouplissements quantitatifs (QE) suppriment la dette non pas en stock mais en intérêts. De toute façon, émetteurs et investisseurs se fichent de la dette du point de vue du stock de capital puisque ces obligations *in fine* (le capital est remboursé à échéance en une seule fois) sont remboursées par de nouvelles émissions.

En revanche, les QE mènent à une annulation des intérêts sur les dettes rachetées : en effet, les banques centrales reversent leurs profits aux Etats. Si une banque centrale achète la dette publique de son pays, l'Etat lui verse les intérêts correspondants ; puis en reversant ses bénéfices annuels, la banque centrale reverse donc ces intérêts à l'Etat. La dette publique achetée est donc en réalité annulée.

On a donc aujourd'hui un transfert de risque progressif des banques vers la banque centrale. La vraie question devient : une banque centrale peut faire faillite ? En principe, une banque centrale ne peut théoriquement pas faire défaut puisque son passif n'est pas exigible. Et en cas de pertes, elle peut tout simplement émettre plus de monnaie et elle n'est pas obligée de se recapitaliser comme une banque ordinaire.

Ce pouvoir en apparence infini se heurte cependant à deux limites : les risques d'hyperinflation d'une part ; la doctrine de la BCE d'autre part.

La monnaie papier créée par une banque centrale est fiduciaire, n'est garantie par rien. La valeur de la monnaie repose donc sur la confiance des épargnants en la capacité de banque centrale à préserver le pouvoir d'achat de cette monnaie. Seule une forte inflation peut faire perdre de sa valeur à la monnaie papier. Cela arrive après des années et des années de création monétaire. Ce risque est encore trop lointain pour que vous cherchiez à le couvrir et que vous vous en préoccupiez dans votre allocation d'actifs.

La doctrine de la BCE sur la situation d'une banque centrale nationale (BCN) en termes de fonds propres a été clairement affirmée :

*"Il convient d'éviter toute situation dans laquelle le capital de la BCN serait inférieur au niveau de son capital statutaire, voire négatif, pendant une période prolongée, en particulier lorsque les pertes dépassant le niveau du capital et les réserves, sont reportées. Pareille situation [...] pourrait en outre entacher la crédibilité de la politique monétaire de l'Eurosystème. Aussi, dans l'éventualité où le capital de la BCN devenait inférieur à son capital statutaire, voire négatif, l'Etat membre concerné serait tenu de pourvoir la BCN des fonds nécessaires (de telle sorte que son capital soit au moins égal à son capital statutaire) dans un délai raisonnable afin de respecter le principe d'indépendance financière".*

#### ▪ **Prise de conscience des risques des emprunts d'Etat**

La répression financière est désormais organisée par la loi afin de faciliter le financement de dettes publiques insoutenables.

Le point 3 de l'article 12 instituant le Mécanisme européen de stabilité (MES) a prévu que "des clauses d'action collective figureront dans tous les nouveaux titres d'Etat de la Zone euro d'une maturité supérieure à un an émis à compter du 1er janvier 2013, de manière à leur assurer un effet juridique identique".

La Loi de Finances française 2013 (votée le 29 décembre 2012) reprend ce point à l'article 59.

*"L'objet de ces clauses est de faciliter la restructuration de la dette d'un Etat de la Zone euro dans l'éventualité où il se révélerait dans l'incapacité d'honorer les engagements financiers pris vis-à-vis des détenteurs obligataires selon le calendrier et les modalités initialement fixées. Par solidarité entre les Etats membres de la Zone euro, l'ensemble de ces Etats s'est engagé à introduire de telles clauses.*

*Concrètement, l'Etat est ainsi autorisé, s'il obtient l'accord d'une majorité de créanciers, à modifier les conditions de remboursement de l'ensemble des titres concernés par le contrat d'émission. Cet accord des créanciers résulte d'un vote à la majorité, dont le quorum et le seuil requis dépendent de l'importance de la modification proposée. La détermination des modalités d'exercice de ce vote et des quorums et seuil de majorité est renvoyée à un décret.*

*La modification proposée par l'Etat et approuvée par une majorité de créanciers s'applique à l'ensemble des titres concernés par le contrat d'émission, y compris à ceux détenus par les créanciers minoritaires l'ayant refusée".*

Ces clauses d'action collectives (CAC) signifient explicitement que nous aurons une probabilité nettement accrue d'assister à des restructurations de dettes souveraines.

### **Les risques de nationalisation de l'épargne privée**

Dans un futur plus ou moins lointain, des pays comme la France pourraient remplacer tout ou partie de votre assurance-vie en euros (largement investie en obligations d'Etat Françaises) :

- Soit par d'hypothétiques droits futurs pour votre retraite dont on sait bien qu'ils seraient vite menacés.
- Soit par des emprunts d'Etat à la rémunération de plus en plus aléatoire : indexation sur la "croissance" ou sur les performances budgétaires ; pas de versements de coupon annuel, mais principe de bon de capitalisation avec

paiements du capital et des intérêts à l'échéance du titre (le retour des rentes perpétuelles en quelque sorte).

- Un risque de fiscalité de plus en plus confiscatoire

Le FMI avait préconisé en octobre 2013 de ramener le niveau d'endettement public insoutenable de certains pays à un niveau dit "normal" par une taxation "une fois pour toutes" des patrimoines financiers et immobiliers des ménages/

Plus récemment, dans un papier *A new start for the Eurozone : dealing with debt* ["Un nouveau démarrage pour la Zone euro : traiter la dette", ndlr.], des économistes préconisent la création d'un fonds dit de stabilité visant à racheter et éliminer une large portion de la dette existante pour ramener les pays à des taux d'endettement de l'ordre de 80% ou 90% de dette sur PIB. Ce fonds pourrait être alimenté par les revenus courants et futurs d'un impôt sur le patrimoine, ou d'une partie des recettes de la TVA.

- **Montée des courants politiques sur la dette illégitime et sur l'effacement de la dette**

Première idée mise en avant, le fait que les Etats finalement ne remboursent jamais leurs dettes. Ecoutons Ivan Best s'exprimant récemment dans *La Tribune* :

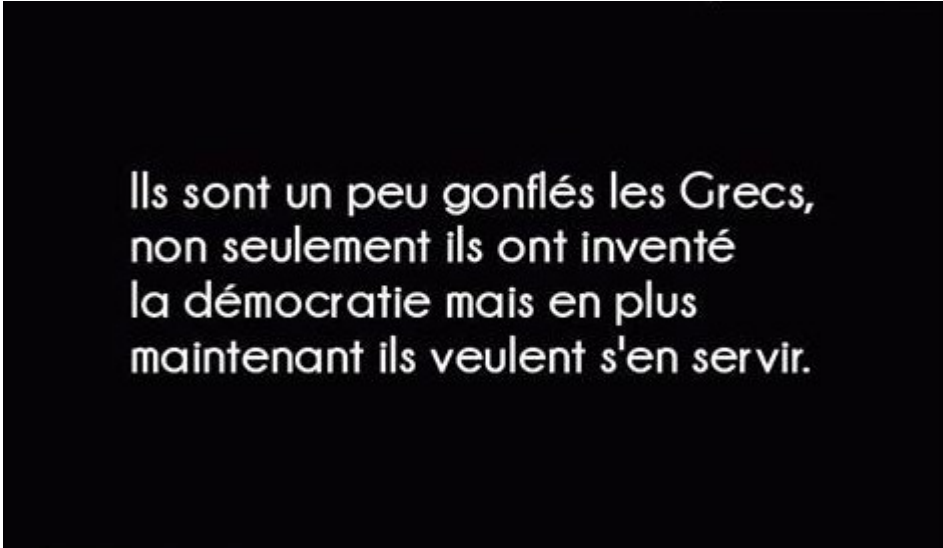
*"[...] l'Etat — et donc les contribuables — ne rembourse jamais la dette publique. Quand un emprunt arrive à échéance, l'Etat le rembourse, via l'Agence France Trésor (AFT), en empruntant à nouveau. Le budget de l'Etat, qui retrace toutes ses recettes et dépenses, ne comprend aucune ligne 'remboursement des emprunts'. Car, de fait, il s'agit d'une opération dite de trésorerie, gérée par l'AFT : ainsi, elle a emprunté 186 milliards d'euros en 2013, afin de rembourser notamment 106 milliards d'euros d'obligations arrivant à échéance".*

Seconde idée qui va dans le sens de l'illégitimité et illégalité de certaines dettes publiques accumulées, l'audit réalisé par des experts internationaux qui conclut que "la Grèce ne devrait pas payer cette dette illégale, illégitime et odieuse". Le rapport présenté au Parlement grec détaille la mise en place des deux plans de sauvetage du pays, en 2010 et en 2011-2012, qui prévoyaient 240 milliards d'euros de prêts illégitimes en échange de mesures économiques et sociales qui n'ont pas été utilisées au bénéfice de la population mais pour sauver les créanciers privés de la Grèce.

On le voit, un défaut grec n'entraînera pas de risque systémique de type post-Lehman. Mais les conséquences seront peut-être pires avec une disparition durable de la confiance, sans laquelle l'économie ne peut fonctionner.

# « Le référendum est-il la bonne solution ? »

Charles Sannat 3 juillet 2015



Ils sont un peu gonflés les Grecs,  
non seulement ils ont inventé  
la démocratie mais en plus  
maintenant ils veulent s'en servir.

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

J'étais hier matin l'invité du « Face à face » dans Intégrale Placements sur BFM Business.

L'intitulé du sujet, comme vous pourrez le constater, est cette question simple mais tellement révélatrice.

« Le référendum est-il la bonne solution ? » D'ailleurs par extension, je me demande si les élections c'est une bonne solution car un « gouvernement de technocrates et d'experts » serait très certainement beaucoup plus efficace.

Si nous allons encore plus loin, je me demande même si la démocratie c'est une bonne idée, parce que finalement qu'est-ce qu'on était bien en dictature, et d'ailleurs, moins les gens veulent d'Europe, moins les gens votent pour l'Europe, plus nous avons d'Europe même si nous ne sommes pas d'accord.

La raison d'État européenne ne s'accommode pas vraiment bien des démocraties des États-nations (enfin ce qu'il en reste).

Et puis tant que l'on y est après tout, pourquoi être libre, c'est vrai, ça, et si la liberté n'était pas la solution ?

Les europathes sentent bien que la situation pourrait leur échapper et dans leur logique d'europathe, tout doit être fait pour poursuivre l'Europe même contre les peuples.

Ce qui est édifiant, c'est le silence assourdissant dans lequel l'Allemagne de Merkel décide désormais de tout ou presque en Europe et régente le continent avec

la bénédiction des institutions européennes.

Ce qui est édifiant, c'est la marginalisation de notre pays et de nos dirigeants dont la voix ne porte plus.

Ce qui est inquiétant, c'est que nous sommes en train de nous faire vassaliser et de passer sous un double protectorat politico-économique américano-allemand.

Ce qui se passe est porteur de menaces très grandes sur nos libertés futures et sur notre souveraineté, sur notre droit le plus inaliénable possible à choisir librement notre avenir commun.

### **La crise grecque est insignifiante en soi**

La crise financière grecque est insignifiante. Économiquement parlant, cela n'est pas un problème.

Le véritable sujet est politique car lorsque les choses tournent mal, et elles tournent mal, alors au bout du compte tout n'est plus que politique et c'est la primauté de la politique sur l'économique qui devient une évidence.

Nous sommes dans un conflit ou plusieurs « raisons d'États » s'affrontent et dans ce combat, pour le moment, pour notre pays c'est la débâcle et l'esprit de Munich.

N'imaginez pas un seul instant que notre destin est différent de celui des Grecs. Si nous laissons gagner la visions ultralibérale des europtahes, si nous laissons l'Europe diriger nos nations et nous asservir par la dette, si nous acceptons de nous coucher face aux diktats allemands pour éviter la guerre économique alors, je vous le dis sans détours, nous serons demain les Grecs des Allemands, et la presse allemande et les europathes expliqueront à quel point ces Français se sont gavés avec tous leurs déficits et toutes leurs dettes et qu'ils méritent de souffrir et de payer jusqu'au dernier centime...



<http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/video/charles-sannat-vs-eric-bertrand-crise-grecque-le-referendum-est-il-la-bonne-solution-0207-575680.html>

Lorsque l'on est en faillite, on est en faillite. On ne peut pas tondre un œuf. Vouloir le faire, c'est donc vouloir asservir.

Ne vous y trompez pas mes amis, la lutte pour notre liberté et contre notre

asservissement a pris une tournure beaucoup plus concrète depuis quelques jours. C'est donc tout cela que j'ai essayé d'expliquer lors de mon intervention sur BFM que vous pouvez visionner ci-dessus.

Vive la France et vive le peuple !

Il est déjà trop tard, préparez-vous.

## **La dette publique de la France a augmenté de 51,6 milliards d'euros au premier trimestre ! Vous allez aimer devenir les nouveaux Grecs de l'Allemagne**

La dette publique de la France a augmenté de 51,6 milliards d'euros au premier trimestre pour atteindre 2 089,4 milliards fin mars, soit 97,5 % du PIB, selon les statistiques publiées par l'Insee.

Retenez donc bien ce chiffre, notre endettement est désormais de 97,5 % du PIB. Normalement, avec la constance dans l'échec de nos mamamouchis, nous devrions atteindre les 100 % cette année ou l'année prochaine au plus tard... Et encore, à condition que la Grèce ne fasse pas totalement faillite, sinon, cela ira beaucoup plus vite...

Alors à toutes celles et ceux qui n'ont pas encore compris ou qui ne veulent pas comprendre, crachez tant que vous le pouvez sur ces abrutis de Grecs qui sont des voleurs et qui ne savent pas gérer leur pays, parce que dans moins de 5 ans, compte tenu de la rapidité de l'envolée de notre endettement et du fait qu'il ne soit plus du tout sous contrôle le tout dans un contexte de taux ultrabas, je peux vous affirmer sans me tromper que demain nous serons les nouveaux Grecs des Allemands qui vous expliqueront doctement à quel point les Français sont des veaux.

*Charles SANNAT*     [Source Challenges ici](#)

## **Dette : la Grèce a besoin d'une nouvelle aide européenne d'au moins 36 milliards d'euros**

Rien ne va plus pour la Grèce... Plus elle paie, plus elle en doit plus... Et c'est justement bien tout le fond du problème car la dette perpétuelle impayable, c'est l'asservissement perpétuel de tout un peuple et sa mise en esclavage au profit des créanciers.

Ainsi, on apprend que « la Grèce aura besoin d'une nouvelle aide de 36 milliards d'euros des Européens dans les trois prochaines années même si elle accepte

dimanche le plan des créanciers soumis à référendum, estime le FMI dans un rapport publié jeudi.

Les besoins de financement globaux du pays ont été aggravés par d'importants changements politiques à Athènes et sont estimés au total à au moins 50 milliards d'euros d'ici à fin 2018, sur fond de croissance revue drastiquement à la baisse en 2015 à 0 % contre 2,5 % attendus en avril, assure le Fonds monétaire international (FMI) ».

Nous faisons face à une opération d'enfumage et de propagande de très grande échelle. Il faut donc prendre tout cela avec beaucoup de circonspection. Les prévisions de croissance du FMI étaient une absurdité et jamais la Grèce n'aurait renoué avec la croissance ni cette année ni l'année prochaine. D'ailleurs, les Européens et le FMI ont coupé toutes les aides à la Grèce depuis le mois d'août dernier et Tsipras n'a été élu qu'en janvier 2015... mais il est rendu responsable de la « déroute » grecque qui ne viendrait de se produire que maintenant...

Alors que cela fait 7 ans que la Grèce s'enfoncé.

*Charles SANNAT* [Source AFP via Romandie ici.](#)

## [Point sur la situation grecque...](#)

Patrick Reymond 2 juillet 2015

**Je ne vais pas faire dans la langue de bois** : tout partisan de la monnaie unique a laissé sa cervelle au vestiaire, et pourrait aisément être remplacé par un animal genre perroquet, beluga, ou comme le faisaient les romains, le corbeau.

Parce qu'en ce qui concerne l'intelligence, il faut rappeler, LES FAITS.

Le fait est :

- AUCUNE union monétaire n'a perduré. Cela n'a été qu'une succession de dysfonctionnement se finissant par des drames horribles. La seule question, c'est quand cela finit. Le simple pékin peut arguer de son ignorance, l'homme politique partisan d'une union monétaire est simplement un pas fini du cerveau. LUI est sensé être informé. Ou de s'informer. Là, on est dans le cadre où simplement, les dits hommes politiques, ne veulent pas se déjuger, pour ne pas passer à la trappe, et aux poubelles nauséabondes de l'histoire. C'est leur survie politique ou même physique qui est en jeu.

- Une dette à 180 % du PIB impliquent, simplement pour qu'elle ne progresse plus, et si l'on bénéficie d'un taux de financement relativement bas (3 %), un excédent -primaire- de plus de 5 % du PIB. Il est donc impossible de dégager un tel



excédent. Déjà, dégager ponctuellement un excédent de quelques milliards est difficile, le faire perdurer dans le temps, c'est du jamais vu dans l'histoire.

- le vote de classe atteint son maximum ; en Grèce votent massivement contre l'accord tous les déshérités, en général toutes les catégories sociales vont contre, mais c'est moins net chez les dominants sociaux et les retraités. Visiblement, Tsipras a eu tort de ne pas vouloir sabrer les retraites... En ayant pris plein la gueule, ils en redemandent encore.

- l'austérité tue. C'est le moyen soft, pour les élites, de tuer les pauvres. C'est dans l'ordre des choses, et la faute à pas de chance. Et en même temps, pour le dirigeant "populiste", aspirant dictateur, le joint qui lui permet de se maintenir des décennies au pouvoir. La définition antique du Tyran était celle du protecteur et bienfaiteur du peuple contre les riches, l'oligarchie et l'aristocratie.

Un article intéressant paru [dans Agoravox](#). Les 100 millions de victimes du communisme, c'est la paille et la poutre. Avec leur 100 millions de tués, Staline et Mao, jouent vraiment petits bras.

Le libéralisme et le capitalisme, ne mettent pas deux ans à en liquider autant...

Si le communisme a été synonyme de dictature, et Staline pouvait être qualifié de paranoïaque, c'est qu'ils avaient toutes les raisons de l'être. Il était informé, en temps quasi réel, de tous les complots, chausse-trappes, et coups tordus qu'on mijotait contre l'URSS. Les britanniques (mais pas qu'eux), particulièrement, étaient des vrais stakhanovistes du complot anti-URSS. Comme ils étaient, en outre, très bavards, peu prudents et souvent alcoolisés, les espions soviétiques avaient beaucoup d'informations à envoyer à Moscou. Sorge, dans sa période à Shanghaï, était particulièrement efficace pour collecter les renseignements, et les signaler. Une vraie pipelette. Et pour ce qui est des complots, les britanniques n'arrêtaient vraiment jamais d'en lancer...

Personnellement, je comprends comme cela cette paranoïa soviétique, alimentée par de très sérieuses, nombreuses et concordantes sources. Aussi, le pacte germano-soviétique se comprend très aisément, comme celui de la méfiance absolue vis-à-vis des occidentaux, considérés comme absolument non crédibles, et ayant des intentions qui divergeaient notablement de leurs affirmations.

De quelque manière qu'évolue la situation en Grèce, même si Tsipras et Syriza sont battus, il est clair que désormais, la situation grecque va échapper à tout contrôle. Encore des milliards, pour faire quoi ? C'est désormais le trou noir. Il faut aussi montrer du doigt le peu de culture politique des populations. La simple fermeture des distributeurs a fait remonter le oui, de près de 10 %.

Pourtant, il était évident que cela allait se passer, et il est évident que la Grèce ne peut passer d'accord. L'accord proposé, c'est simplement gagner quelques mois. Et après ?

Vivement la libération.

## **(Énergie) 5 + 1**

**Patrick Reymond 3 juillet 2015**

Des centrales thermiques et une centrale nucléaire vont fermer en Allemagne, les centrales à charbon, d'ici 2020, et la centrale nucléaire le 25 juin 2015.

La centrale nucléaire atteignait une puissance de 1345 MW, et la puissance arrêtée en thermique atteint les 2700 MW. En réalité, la nouvelle n'en est pas une. Depuis 2012, 10 500 MW ont été arrêtés ou mis sous cocon, et 1500 en 2015. Le régulateur s'est vu demandé la fermeture d'une cinquantaine d'unités...

En France, c'est 2850 MW de centrales au charbon qui ont été arrêtés.

RWE estime que 35 à 45 % des centrales à charbon perdent de l'argent, et cela, malgré un prix du charbon qui n'a jamais été aussi bas, et un prix de l'électricité haut.

On reste admiratif, cependant, devant le fait qu'une compagnie est incapable de dire à 100 % qui gagne de l'argent et qui en perd...

La donne est bien posée. Il n'y a simplement, plus de débouchés, plus de demande. En France, la puissance installée en charbon a quasiment disparue, alors que le fioul se maintenait et qu'augmentait la capacité des centrales à gaz.

En outre, des centrales ont commencées à produire, leur construction étant achevée. Et entraînant automatiquement la fermeture des plus anciennes, les plus polluantes.

Sans doute, d'ici 2020, c'est bien plus de 5 centrales qui vont fermer...

## **Etat du Monde Juin 2015 N°2 Economie**

**par redrock (son site) , Agoravox, vendredi 3 juillet 2015**

Crise globale de la mondialisation dérégulée

La crise financière, bancaire, monétaire puis économique de 2007-2008 n'en finit pas de nous démontrer les dysfonctionnements et les errements pervers de cette mondialisation dérégulée à l'œuvre depuis déjà plus de 25 années.

Depuis 1985 et la panne systémique de la Bank of New York, il y a eu en moyenne

une grave crise mettant en danger l'ensemble du système tous les trois ans (entre 2 et 5 ans). La résilience du Système perdure cependant, **mais à quel prix ! Et qui le paye ?**

La mondialisation et son système associé de délocalisation et de défiscalisation via les trous noirs des paradis fiscaux a progressivement déconnecté l'économie réelle de ses bases territoriales et entraîné une hypertrophie du système financier et de la shadow finance spéculative au détriment de l'économie manufacturière, freinée, elle, par ses contingences techniques, matérielles et sociales.

**Pour voir l'ampleur de ces déséquilibres il est intéressant d'étudier les balances commerciales des quinze économies ayant les plus forts PIB d'une part et des quinze économies présentant le plus fort PIB par habitant d'autre part.**

**Les pays au plus gros PIB par habitant (estimations 2015, prix courants)**

Rang	Pays	PIB 2015 par habitant (\$)	PIB 2014 par habitant (\$)	Evolution
1	Luxembourg	118 251	116 752	+1,30%
2	Norvège	100 439	99 295	+1,20%
3	Qatar	93 535	94 744	-1,30%
4	Suisse	83 974	84 344	-0,40%
5	Australie	64 257	62 822	+2,30%
6	Danemark	64 186	61 885	+3,70%
7	Suède	58 472	57 557	+1,60%
8	Singapour	58 146	56 113	+3,60%
9	Etats-Unis	57 045	54 678	+4,30%
10	Islande	52 967	50 006	+5,90%
11	Pays-Bas	52 770	52 249	+1%
12	Autriche	52 368	51 183	+2,30%
13	Canada	52 287	50 577	+3,40%
14	Irlande	52 260	51 159	+2,20%
15	Finlande	51 020	50 451	+1,10%
16	Allemagne	48 226	47 201	+2,20%
17	Belgique	47 704	47 164	+1,10%
18	Royaume-Uni	46 244	44 141	+4,80%
19	Nouvelle-Zélande	46 204	44 294	+4,30%
20	Emirats arabes unis	45 944	44 771	+2,60%

Source : FMI

### Les pays au plus gros PIB (estimations 2015, prix courants)

Rang	Pays	PIB 2015 (milliards \$)	PIB 2014 (milliards \$)	Evolution
1	Etats-Unis	18 287	17 416	5%
2	Chine	11 285	10 555	9%
3	Japon	4 882	4 770	2,40%
4	Allemagne	3 909	3 820	2,30%
5	Royaume-Uni	3 003	2 848	5,50%
6	France	2 935	2 902	1,10%
7	Brésil	2 357	2 244	5%
8	Inde	2 248	2 048	9,80%
9	Italie	2 153	2 129	1,10%
10	Russie	2 099	2 057	2%
11	Canada	1 873	1 794	4,40%
12	Corée du	1 561	1 449	7,70%
13	Australie	1 535	1 483	3,50%
14	Espagne	1 422	1 400	1,50%
15	Mexique	1 367	1 296	5,50%
16	Indonésie	915	856	6,90%
17	Pays-Bas	892	880	1,30%
18	Turquie	861	813	5,90%
19	Arabie Saoudite	805	778	3,50%
20	Suisse	680	679	0,20%

Source : FMI

Pour chacun de ces pays [les statistiques de l'université Sherbrooke](#) nous donnent l'état de leur balance commerciale et de leur balance courante (qui inclue en plus des commerces et services les revenus des capitaux et placements) (année 2012 ou 2013) ;

**Pour les plus gros PIB, seuls la Chine, l'Allemagne, la Russie, les Pays Bas et la Suisse ont leurs deux balances excédentaires**, l'Italie et l'Espagne ont une balance commerciale excédentaire et une balance courante déficitaire, c'est l'inverse pour le Japon. Les USA sont les champions incontestables des déficits avec respectivement 550 et 440 milliards \$. L'Allemagne est la championne des excédents supérieurs chacun à 200 milliards \$.

**Pour les 11 plus gros PIB par tête les proportions sont inversées : seuls les USA et l'Australie ont un double déficit**, même l'Islande a un excédent commercial et sa balance courante n'est que faiblement déficitaire.

On peut remarquer également que les plus forts PIB par tête ont des populations

assez réduites bénéficiant souvent d'un effet de niche fiscale ou énergétique ou d'un vaste arrière pays ; **si l'on s'intéresse à la part de leurs exportations de biens et services en % du PIB, on constate que dans la grande majorité des cas cette part est supérieure à 45% avec comme grosse exception les USA (13,5%)**. On trouve par exemple : Allemagne : 50,5%, Pays Bas : 88%, Danemark : 55%, la France avec 27% n'est pas dans ce tableau. Cette part importante des exportations de biens et services traduit en général la vitalité des industries manufacturières et ou une forte place commerciale d'import-export (comme les Pays Bas pour le commerce mondial des fleurs).

**Les USA font exception et l'étendue de leurs déficits questionne fortement sur le rôle du dollar et la durabilité de leur actuelle hégémonie.** L'Allemagne figure dans les deux tableaux, ce qui montre bien l'équilibre actuel de son économie qui reste cependant très dépendante de la consommation mondiale mais dans des gammes de produits moins soumis à l'austérité ambiante : véhicules de haut de gamme, machines outils, chimie.

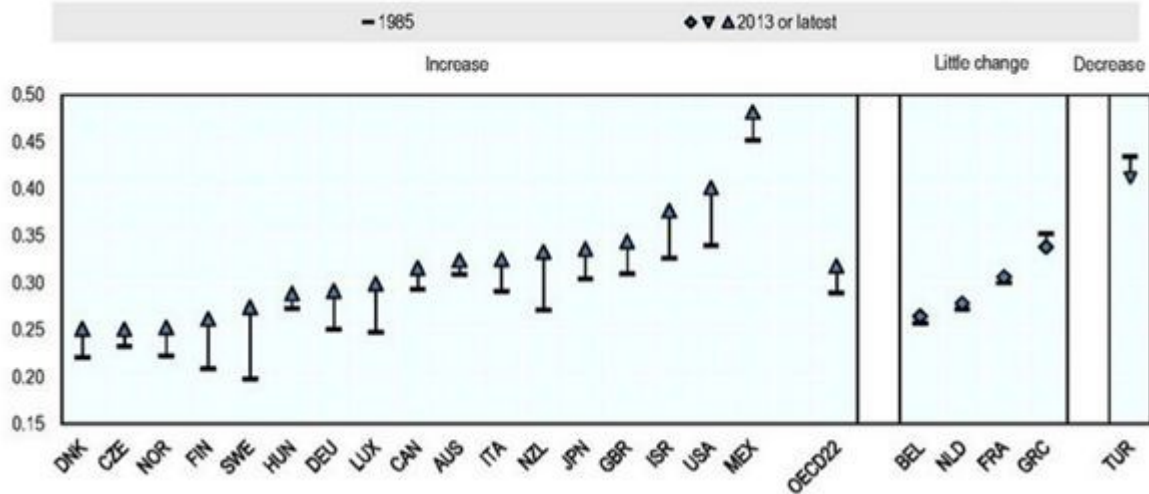
**Il est également très significatif de constater que les deux pays qui ont initié cette mondialisation dérégulée, la Grande Bretagne et les USA, sont ceux qui ont développé les deux plus grandes places financières au monde mais aussi qui ont connu une très forte régression de leur secteur industriel (autour de 20% du PIB, comme la France alors que l'Allemagne est à 30 et la Japon à 25)**

### **Les racines du mal :**

Un rapport récent de l'OCDE « Why less inequality benefits all ? » publié sous la responsabilité du secrétaire général s'intéresse à l'impact de ces évolutions depuis 1995 en termes d'emplois, de croissance et d'inégalité. *“This long-run increase in income inequality does not only raise social and political but also economic concerns : income inequality tends to drag down GDP growth, and it is the rising distance of the lower 40% from the rest of society which accounts for this effect...”* Les 10% les plus riches de la population ont un revenu presque 10 fois supérieur à celui des 10% les plus pauvres. Cette proportion était de 7 fois dans les années 1980. 40% du bas de l'échelle de distribution ne possèdent que 3% du patrimoine total des ménages. A l'autre extrême, les 10% du sommet en possèdent la moitié.

Le rapport pointe du doigt les indicateurs d'inégalité (coefficients de Gini) en forte hausse.

Gini coefficients of income inequality, mid-1980s and 2013, or latest available year



On peut observer sur le diagramme que les pays nordiques avec des inégalités en hausse restent cependant moins inégalitaires que les autres pays développés tout en ayant des PIB par tête plus élevés.

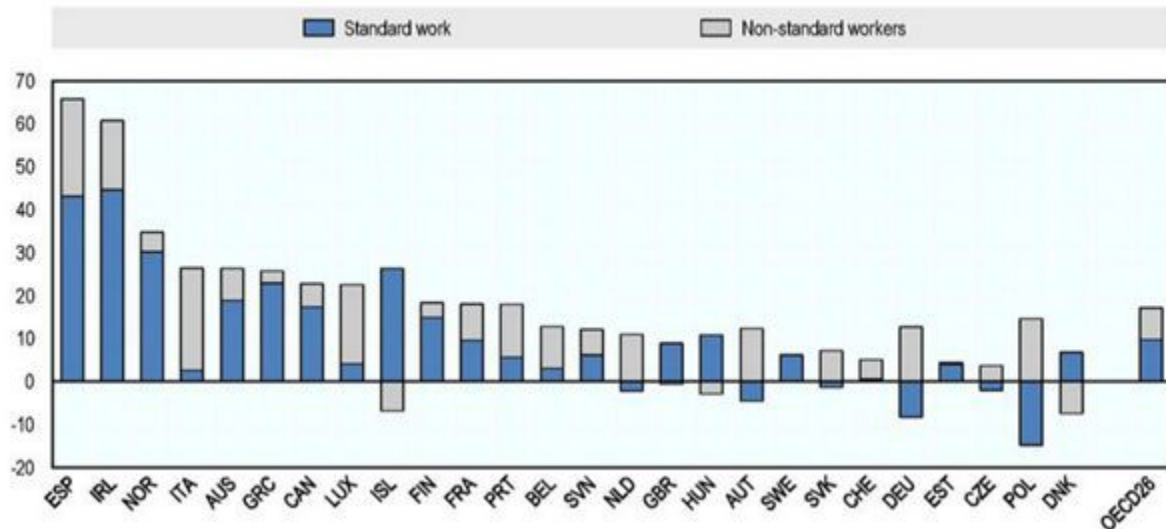
[http://www.keepeek.com/Digital-Asset-Management/oecd/employment/in-it-together-why-less-inequality-benefits-all\\_9789264235120-en#page1](http://www.keepeek.com/Digital-Asset-Management/oecd/employment/in-it-together-why-less-inequality-benefits-all_9789264235120-en#page1)

<http://www.rfi.fr/economie/20150521-economie-rapport-ocde-inegalites-riches-pauvres/>

Le rapport permet également de décrypter partiellement les mécanismes de cette explosion des inégalités actuellement en cours : il souligne en effet la multiplication des emplois non standard (temps partiel, temporaire, auto entrepreneur) au détriment des emplois standard comme le montre le diagramme suivant.

**Figure 1.7. More than half of all jobs created since 1995 were non-standard jobs**

Panel A. Employment growth (%) 1995-2007, by type of employment



Les délocalisations, le dumping social et fiscal accompagnant un chômage de masse explique cette course à la baisse des coûts salariaux remontant maintenant jusqu'au cœur des classes moyennes ; les bénéficiaires principaux de cette mondialisation sont d'une part les détenteurs de capitaux délocalisés, les acteurs du commerce mondialisé (grande distribution, e-commerce genre Amazon and co), les grandes multinationales, la Finance internationale et toutes leurs bourgeoisies compradores du luxe, du people et du grand management.

[Un article du Centre de Ressource en économie et Gestion de l'Académie de Versailles](#) montre comment la France a perdu près de 2 millions d'emplois industriels entre 1980 et 2007 (la part de l'industrie dans la valeur ajoutée est passée de 24 à 14% et le déficit commercial atteint 59 milliards d'euro en 2009) et quel a été l'impact de leur substitution partielle par des emplois de service.

L'augmentation des gains de productivité dans l'industrie et la saturation relative de la demande explique très partiellement cette perte d'emploi (environ 30%) ; les pratiques d'externalisation de certains services des entreprises industrielles (comptabilité, gestion des payes...) ont contribué également à sortir ces emplois de la catégorie « industrie » (environ 20%).

Néanmoins, les principaux bataillons d'emplois perdus sont liés à la concurrence étrangère accrue par l'ouverture plus grande des marchés à partir des années 80 et suivant deux grandes modalités : concurrence étrangère sur les marchés intérieurs et extérieurs par un effet de coût inférieur ou de rapport qualité-prix plus avantageux, délocalisation d'entreprises nationales dans des pays à bas coût et ou en forte croissance.



L'économiste Patrick Artus, [directeur de la recherche économique chez Natixis](#), [observait en 2008 l'une des stratégies mise en place par quelques pays développés pour faire face à cette problématique](#) :

« *Plusieurs pays ont mis en place une spécialisation productive qui consiste à :*

- *réduire fortement la taille de l'industrie traditionnelle ;*
- *baser la croissance sur le secteur des nouvelles technologies (IT), sur d'autres secteurs "sophistiqués" (finance, informatique...) et sur les services domestiques protégés de la concurrence étrangère (au sens large : services aux particuliers, construction, distribution, loisirs...)*

*Mais ce modèle bipolaire, où l'industrie traditionnelle disparaît progressivement, ne marche pas : • il est impossible d'équilibrer la balance commerciale, même avec un excédent pour les nouvelles technologies, s'il est nécessaire d'importer les produits manufacturés. Les pays qui ont le plus utilisé ce modèle (Etats-Unis, Royaume-Uni, Espagne) ont donc de très importants déficits extérieurs. **Le financement de ce déficit aux Etats-Unis par la vente d'ABS au Reste du Monde est une des causes de la crise** ;*

*• il est impossible d'avoir une croissance suffisante et le plein emploi seulement avec la IT et les services domestiques. Pour obtenir une croissance suffisante, les pays qui ont utilisé ce modèle ont **donc dû doper la demande des ménages (investissement résidentiel, consommation) par le crédit, ce qui est une des causes essentielles de la crise avec l'excès d'endettement des ménages.** »*

## **Cas de la France**

[Comme on peut le lire plus en détail dans ce blog](#), la France Colbertienne des Trente Glorieuses a été prise à contre pied par l'arrivée de la mondialisation dérégulée et la nouvelle « mode » des managements financiers et boursiers. Le démantèlement des deux méga groupes CGE entrepris dans les années troubles de cohabitation avec des alternances nationalisations-privatisations et dans le vacarme fumant de l'écroulement du Crédit Lyonnais a porté un rude coup à l'échafaudage Etat-Entreprise hérité des Trente Glorieuses. J2M, le prince de Vivendi et Serge Tchuruk, l'homme aux « entreprises sans usines » en ont été des acteurs principaux.

L'industrie française avait ces caractéristiques colbertiennes d'une forte implication des pouvoirs publics et d'un centralisme certes excessif mais volontariste ; l'élasticité du franc et les anciennes dépendances du France-Afrique

permettaient alors de faire perdurer ce système à la française ; l'économiste libéral Elie Cohen peut ainsi s'interroger : " **Comment expliquer cette relative aptitude au développement quand les entreprises étaient publiques ou quasi-publiques, et cette spirale du déclin frappant des entreprises comme Alcatel-Alsthom, Vivendi Universal ou France Telecom ?**".

Le développement de la construction européenne, le traité de Maastricht puis la perspective de l'euro vont enlever ces facilités au système français et l'obliger à démanteler encore plus ses entreprises publiques ou semi publiques : les CGE, EDF, SNCF, PTT, Aérospatiale, Matra. Ces opérations se poursuivent encore avec les derniers soubresauts d'Alcatel, d'Alsthom, les rachats de SFR, la faillite de L-Foundry unité de gravure de composants informatiques sur disque silicium grand format ; même EADS ou ESA impulsés par la France passent peu à peu sous contrôle allemand.

### **L'économie-monde en trompe l'œil ou en perfusion ?**

Depuis la Crise de 2008 les Grandes Banques Centrales n'ont pas arrêté de grossir la Base monétaire mondiale ;

*Les objectifs de ces prêts massifs accordés aux banques à des taux de plus en plus bas en échanges de créances médiocres étaient d'abord d'éviter le double effondrement des économies réelles et du système monétaire et bancaire dans son ensemble, puis dans une deuxième phase de relancer l'économie globale.*

<http://www.addenda-capital.com/fr/recherche-et-idees/analyses/point-de-vue/3/2015-6-13>

*Les bilans des banques centrales sont ainsi passés de 10,4 milliards de \$ en 2007 à 20500 milliards de \$ en 2012, soit plus de 30 % du PIB mondial. Le premier objectif, la sauvegarde du système financier, a bien été réalisé-pour l'instant-mais le système ne fonctionne plus qu'avec le dopage de l'émission monétaire et on reste très inquiet quant à sa robustesse et à la relance de l'économie mondiale.*

*Cette abondance monétaire n'a que peu irrigué l'économie réelle*

**Même la déclaration du dernier G7 malgré l'optimisme de commande ne peut faire l'impasse sur la réalité :**

« *Situation de l'économie mondiale :*

**La reprise économique mondiale a progressé depuis notre dernier Sommet. Dans certaines grandes économies développées, la croissance s'affermi et les perspectives s'améliorent. La baisse des prix de l'énergie soutient la reprise dans la plupart des économies du G7. Cependant, nombre de nos économies**

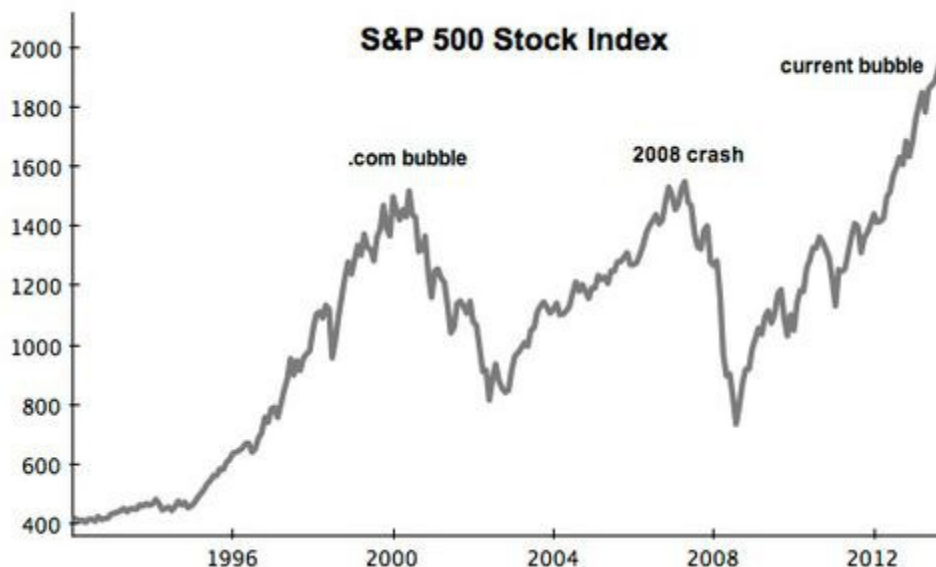
*fonctionnent toujours en sous-régime et il faut poursuivre le travail pour atteindre notre objectif d'une croissance forte, durable et équilibrée. Le taux de chômage reste dans l'ensemble trop élevé dans les pays du G7, même s'il a baissé de manière significative au cours des dernières années. Par ailleurs, la faiblesse des taux d'inflation persiste, l'investissement et la demande restent faibles, la dette publique comme privée demeure élevée, les déséquilibres internes et de la balance des paiements restent importants et les tensions géopolitiques s'accroissent et la volatilité des marchés financiers se poursuit. »*

**En bref, tout va très bien, Madame la Marquise...**

*Philippe Plassart dans « Le Nouvel Economiste », lance un cri d'alerte sur la bulle spéculative en train de gonfler ;*

<http://www.lenouveleconomiste.fr/vous-avez-aime-la-crise-financiere-de-2008-vous-allez-adorer-la-prochaine-26731/>

*Après les 3 500 milliards de dollars injectés par la Réserve Fédérale Américaine, la Banque centrale européenne va racheter 1 100 milliards d'euros d'actifs d'ici septembre 2016 et les banques centrales d'Angleterre et du Japon ont largement usé du QE (quantitative easing : émission monétaire). **Le marché des dérivés OTC atteint à nouveau 700 000 milliards de dollars, soit dix fois le PIB mondial.** Le trading à haute fréquence (THF) traite la moitié des transactions et peut augmenter l'instabilité des marchés en cas de crise ; Il a donné les moyens aux diverses institutions de doper le marché des actions malgré les piètres résultats de l'économie réelle : ainsi, le prix Nobel Robert Shiller constate le **niveau excessif du PER (ratio cours/bénéfice) ajusté du cycle économique à Wall Street, soit 27, un niveau jamais atteint sauf en... 1929, 2000 et 2007 !!!***



*Un des effets pervers du QE ou de ses équivalents dans ce contexte de crise c'est qu'il finit par faire baisser les taux des emprunts d'état tout en mettant sur le marché des quantités énormes d'argent à des taux proches de zéro ; le faible rendement des emprunts d'état les plus sûrs et des titres à revenu fixe en général peut poser des difficultés pour les investisseurs institutionnels, Assurances, gestionnaire de fonds dont ceux des retraites, et vont alors induire une recherche de rendements plus élevés : gestion boursière des participations dans les entreprises (génératrice de suppression d'emplois) et prise de risque accrue en particulier avec les produits dérivés. **Ainsi, plus d'un hedge fund sur dix utilise actuellement un effet de levier supérieur à 50** ce qui augmente les risques systémiques en cas de crise globale car on a bien vu lors de la crise de 2007-2008 que tous les dérivés censés couvrir les risques ne pouvaient alors fonctionner. **De même, Le marché des "prêts de titres" et de "repo", explose à 20 000 milliards \$ (bien plus qu'en 2007)** témoignant ainsi d'une intense activité spéculative sur les titres concernés-ce marché est particulièrement utilisé par les spéculateurs à la baisse qui vendent des titres à découverts. Actuellement, un titre y est revendiqué en moyenne par deux acteurs et demi, ce qui poserait de gros problème en cas de règlement accéléré des transactions dans un contexte de crise de liquidité.*

**Les différentiels de taux du loyer de l'argent suivant les différentes banques centrales induisent une pratique spéculative dite « carry trade » :** « les investisseurs empruntent massivement la monnaie avec des rendements faibles – voire négatifs – pour financer des investissements dans d'autres monnaies. -La monnaie de référence du carry trade est actuellement l'euro succédant au yen. Ainsi, Coca-Cola a récemment émis des obligations libellées en euro sur 8 ans avec un coupon de 0,75% qui se négocie au-dessus du prix d'émission. Encore plus extraordinaire, le Mexique a émis la première dette souveraine sur 100 ans du monde libellée en euros avec un coupon de 4,00% et donc négociée au-dessus du prix d'émission. »

*Dans ces conditions, le retour à des conditions normales d'émission monétaire et de loyer de l'argent apparaît assez périlleux car lorsque les taux sont à zéro comme aujourd'hui, le risque de sensibilité des titres à la remontée des taux est à son maximum, rappelle Christophe Nijdam. Une hausse des taux de 0 % à 1 % entraîne mathématiquement, pour une obligation à trente ans de 100, une perte de sa valeur actualisée de 26 %, soit presque le double de l'impact d'une hausse de 4 à 5 %. (Car la hausse des taux va se répercuter sur les taux d'actualisation des flux de capitaux attendus au cours de la durée de vie de l'obligation). La hausse des taux impactera aussi le marché des dérivés composés à 85 % de dérivés de*

taux...

*On comprend mieux alors l'intérêt des banques à manipuler certains taux de référence et pourquoi les autorités américaines et britanniques ont infligé de nouvelles amendes de près de six milliards de dollars à six grandes banques internationales pour avoir notamment manipulé les taux de change entre 2007 et 2013. Ces nouvelles pénalités financières portent à plus de neuf milliards de dollars la facture totale acquittée jusqu'ici par de grands établissements dans différents scandales. Les six banques condamnées sont Citigroup, UBS, RBS, Barclays, JPMorgan Chase et Bank of America.*

[http://www.lepoint.fr/economie/manipulations-des-changes-six-grandes-banques-passent-a-la-caisse-20-05-2015-1929887\\_28.php#xtor=RSS-221](http://www.lepoint.fr/economie/manipulations-des-changes-six-grandes-banques-passent-a-la-caisse-20-05-2015-1929887_28.php#xtor=RSS-221)

**Rappelons que BNP Paribas a été condamné par les USA à payer plus de 8 milliards de dollars pour avoir violé les embargos sur Cuba, l'Iran et le Soudan. On voit bien ainsi qui est le Big Boss !**

**La BRI pointe par ailleurs le manque de liquidité sur le marché obligataire des entreprises, certains investisseurs se réfugiant ainsi sur le marché de la dette souveraine, avec parfois des rendements négatifs ! L'équivalent de 2.400 milliards de dollars de dette souveraine se négociait, fin février, avec un rendement négatif, dont 1.900 milliards venant d'émetteurs européens.**

*La sanction de tous ces désordres est de la Dette à tous les étages miroir impitoyable d'une offre excédentaire et d'une demande frustrée malgré la surabondance du Crédit : 40 % des crédits à la consommation distribués sur le marché américain le sont à destination de ménages... insolvables ; la dette des 40 millions d'étudiants américains atteint 1160 milliards \$ soit plus que la dette totale des cartes de crédit.*

*Le montant des dettes totales des pays les plus riches (dettes des ménages, des entreprises non financières, des sociétés financières et des administrations publiques) en fonction du PIB atteint des montants considérables qui sont rarement mis en avant : on peut voir ci dessous le montant des dettes au deuxième trimestre 2012 (légère amélioration depuis)*

Q2-2012	Ménages	Sociétés Non Fin	Admin. Publiques	Sociétés Fin.	TOTAL
Etats-Unis	109,2	50,2	90,9	40,0	290,3
Japon	64,3	87,8	229,8	120,0	501,9
Zone Euro	65,6	66,8	90,0	86,5	308,9
Allemagne	58,9	41,8	82,8	87,0	270,5
France	56,3	67,5	91,0	97,0	311,8
Italie	45,3	77,3	126,1	76,0	324,7
Espagne	81,0	108,3	76,0	76,0	341,3
Royaume-Uni	90,8	84,2	86,0	219,0	480,0

*On remarquera les hauts niveaux d'endettement du Japon (surtout dette publique et société financière) et du Royaume Uni (surtout société financière et dettes voisines de 85% PIB pour les autres secteurs) ; les sociétés financières et non financières sont moins endettées aux USA.*

*Les chiffres sont issus des études de :*

*[http://www.mckinsey.com/insights/global\\_capital\\_markets/uneven\\_progress\\_on\\_the\\_path\\_to\\_growth](http://www.mckinsey.com/insights/global_capital_markets/uneven_progress_on_the_path_to_growth)*

*et celle plus récente, de 2015*

*[http://www.mckinsey.com/insights/economic\\_studies/debt\\_and\\_not\\_much\\_deleveraging](http://www.mckinsey.com/insights/economic_studies/debt_and_not_much_deleveraging)*

*Le blocage actuel des négociations sur la dette grecque et le risque de défaut et de sortie de l'euro viennent cependant relancer fortement les inquiétudes des marchés et l'on peut constater que le mois de Juin 2015 voit une baisse générale des marchés d'action ainsi qu'un fléchissement de leur liquidité. **La rupture des négociations ce samedi 27/06/ et le projet de référendum d'Alexis Tsipras vient mettre tout le monde sur des charbons ardents !***

*D'autant plus que les signes en provenance de l'économie réelle sont pour le moins contradictoires comme le laisse paraître la déclaration du G7 citée plus haut...*

**Plusieurs indicateurs de l'activité économique globale sont à la baisse là où on devrait les voir à la hausse si on s'en tient aux perspectives du FMI. L'un d'entre eux, le Baltic dry index est même à son plus bas niveau depuis les années 1986-87 et ne s'est jamais remis de la crise de 2007-8 ; cet indice permet de suivre l'évolution des tarifs du transport maritime pour les produits de base en vrac, son faible niveau révèle en fait une surcapacité importante des flottes**

*maritimes. Les compagnies maritimes avaient anticipé avant la Crise une accélération de la croissance en développant leur flotte maintenant excédentaire. Pour retrouver des marges, les plus gros armateurs font construire de plus grandes unités ce qui maintient encore plus de surcapacité malgré des campagnes de destruction de bâtiments. Le bas niveau du Baltic dry index est donc plus révélateur des surcapacités des différentes flottes, de leur surestimation de la croissance chinoise potentielle, de leur concurrence féroce et de leurs difficultés, que de l'évolution du trafic maritime, toujours à la hausse même si elle est un peu ralentie. <http://la-chronique-agera.com/baltic-dry-index/>*

**L'état de l'économie chinoise, cette « usine du monde » est un reflet de la consommation mondiale de produits manufacturés ordinaires du mode de vie du monde développé. Le ralentissement très fort de l'économie chinoise depuis 2011 est à cet égard très inquiétant.**

*Les exportations chinoises ont connu en janvier 2015 une baisse de 3,3% au lieu de la hausse attendue de 5,9%. La baisse des importations a atteint 19,9% au lieu des 3,2% attendus. Les importations de minerai de fer, de charbon, de pétrole brut ont été presque divisées par 2. Ce fléchissement de la demande n'a pas été sans conséquence sur les prix mondiaux. La tonne de fer est passée ainsi de 180\$ en 2011 à 50\$ actuellement, le baril de pétrole a connu également une baisse spectaculaire de 115\$ à 60\$, [baisse liée cependant à des motivations géopolitiques pour affaiblir la Russie, le Venezuela et l'Iran.](#)*

**Par ailleurs, l'économie chinoise connaît aussi une bulle immobilière et des surcapacités inquiétantes. Liu Li-Gang, analyste de la banque ANZ relève l'effondrement du fret ferroviaire et la stagnation de la production d'électricité, signes certains d'un net ralentissement.**

**Fin juin s'annonce mal pour les bourses chinoises [qui connaissent un véritable krach](#) avec une baisse de plus de 20% en deux semaines et une chute de 7% en dernière séance (27/06/2015). La chute de l'immobilier depuis 2013 a drainé beaucoup de petits investisseurs de la nouvelle bourgeoisie vers la bourse avec des projets spéculatifs en particulier dans le secteur des technologiques appréciées parfois jusqu'à près de 100 fois leurs bénéfices.**

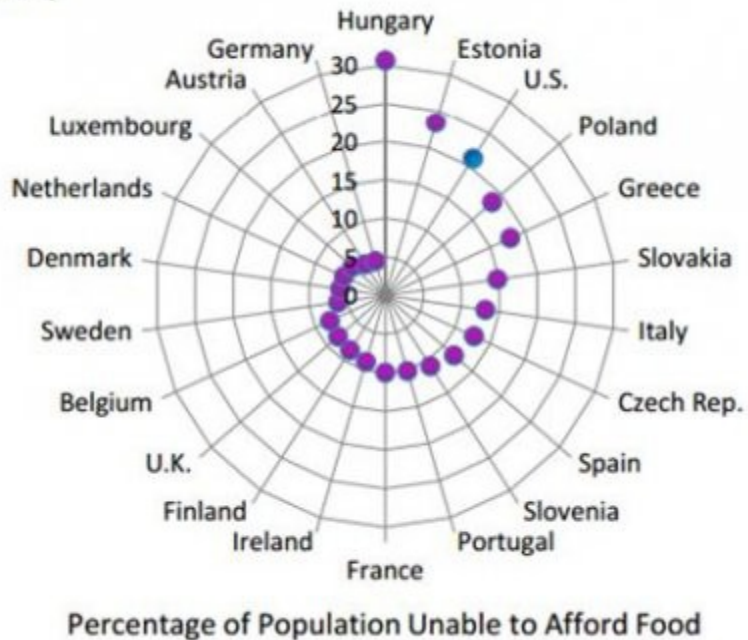
### La Crise sociale et sociétale

*Les USA restent l'archétype du modèle ultralibéral financiarisé ; l'état de la société américaine est un bon indicateur de l'évolution de la Crise. Le diagramme suivant dans BloombergBriefs d'après des données OCDE montre bien les évolutions des taux de pauvreté et de la malnutrition et les très mauvaises performances des USA.*

Change 2007 - 2012 (Percentage Point)



Source: Bloomberg, OECD



Percentage of Population Unable to Afford Food

BloombergBriefs.com

*Les émeutes raciales de Ferguson à Baltimore sur fond de brutalité policière blanche sur des individus noirs puis le récent massacre de l'église de Charleston par un jeune extrémiste blanc témoignent des fortes tensions sociales entre les communautés afro-américaines et blanches. Le durcissement de la crise sociale a réveillé les anciens clivages de l'esclavage et de l'apartheid. Les difficultés d'Obama pour faire accepter sa loi sur une assurance maladie pour tous montrent bien les forts verrous idéologiques qui maintiennent la société américaine dans une version dure du libéralisme économique.*

[Un article de la Tribune montre bien comment](#), suivant les perspectives, le verre est à moitié plein vue par la Fed, mais à moitié vide du point de vue des travailleurs pauvres. Certes les chiffres officiels du chômage sont à 5,4% mais le premier trimestre 2015 a connu une légère récession. De nombreuses villes américaines sont en difficultés financières et se souviennent de la faillite de Detroit en 2013- il s'ensuit des coupes sombres dans les services municipaux et leur régimes de retraite ce qui pénalise durement des travailleurs pauvres au bas des classes moyennes.

*Les chiffres officiels du chômage masquent la réalité du taux d'activité qui est à son niveau plancher à 62,8 %. De nombreux chômeurs découragés ne s'inscrivent plus et vivent de petits jobs au noir ou d'expédients divers. Plus de 17 millions d'américains ont des temps partiels subis.*

*Depuis 2007 le revenu médian des ménages a baissé de plus de 8 %, le revenu*



*moyen des premiers déciles est revenu à son niveau de 1980. Le nombre de gens qui ont recours aux coupons alimentaires a augmenté de 70 pour cent depuis 2008. « La mortalité maternelle était de 12 pour 100.000 il y a 15 ans, elle est désormais de 28 pour 100.000. Les US sont un des 8 pays - avec l'Afghanistan et la Grèce par exemple - avec une mortalité maternelle en croissance sur la dernière décennie. »*

Un enfant sur quatre aux États-Unis vit en-dessous du seuil officiel de pauvreté, et un sur cinq court le risque de souffrir de la faim. La population carcérale avec 2,3 millions d'individus représente le quart de la population carcérale mondiale. La classe moyenne n'est pas épargnée, le montant de la dette étudiante atteint près de 1200 milliards de dollars et concerne environ 40 millions d'américains ; le montant de ces prêts est en hausse de 7% sur une année.

L'économie américaine subit de plein fouet, outre les remous de la crise de 2008, la baisse du cours du pétrole, la hausse du dollar et le ralentissement de la croissance mondiale. La baisse du cours du brut, même si elle bénéficie directement au consommateur, a des effets catastrophiques sur le secteur du gaz et pétrole de schiste qui avait boosté l'économie des dernières années. Aux prix actuels, l'extraction du gaz ou pétrole de schiste n'est plus rentable et de nombreuses compagnies devront fermer. . *"Un cadre de Weatherford - le 5eme exploitant de schiste américain - prévient : la moitié des 41 sociétés d'exploitation de schiste aux US sera morte ou vendue d'ici la fin de l'année, en raison des coupes des dépenses par les sociétés pétrolières. Il y avait 61 sociétés au début de l'année dernière."*

Outre des villes en difficultés telles Chicago ou Detroit, de très grandes firmes connaissent également des problèmes financiers telles MC Donald, Wallmart, la chaîne de casinos Caesar en faillite et le secteur automobile en général.

**La première économie mondiale, modèle de l'ultralibéralisme mondialisé se retrouve donc confrontée aux contradictions de son propre modèle :** crise sociale et ruptures communautaires, hypertrophie du secteur financier et spéculatif au détriment de l'industrie traditionnelle, déficits commerciaux records envers ses concurrents des BRICS qui revendiquent un nouvel équilibre du Monde, adaptation difficile, voire impossible, aux nouveaux enjeux énergétiques et environnementaux.

**Tous ces éléments constituent les ingrédients de base de la crise géopolitique majeure en cours.**

On peut lire une version plus complète de l'article sur le blog :

<http://environnement.geopolitique.over-blog.fr/2015/06/etat-du-monde-juin-2015-n-2.html>

# Krach en Chine, c'est grave ?

3 juillet 2015 | Cécile Chevré | La Quotidienne d'Agora

A force d'être complètement obnubilés par la Grèce (j'en rêve même la nuit), nous en finirions presque par oublier que, dans l'indifférence la plus générale, il se passe deux ou trois choses de l'autre côté de la planète finance.

Il y a déjà le territoire américain de Puerto Rico qui est au bord du défaut de paiement, et dont l'endettement atteint les 70 milliards de dollars.

Et puis, bien sûr, il y a la Chine.

Après s'être littéralement envolée, de plus de 150% entre juin 2014 et le récent pic de début juin 2015, la Bourse de Shanghai, depuis un mois, encaisse difficilement une véritable volée de bois vert, avec une chute de plus de 25%. Ce matin encore, le principal indice de Shanghai perdait 5,77% et comme le rappelait ce matin le *Wall Street Journal*, les bourses chinoises ont connu leur pire mois depuis décembre 1996 :



Derrière l'envolée boursière, il y a tout d'abord la main de Pékin. Alors que l'immobilier et ses rendements chutent, alors que les rendements des placements financiers non boursiers chutent et alors que la Chine a l'ambition de devenir une des principales places financières de la planète, Pékin a tout fait pour transformer les épargnants chinois en investisseurs.

L'arsenal de séductions déployées par Pékin pour favoriser les marchés boursiers est particulièrement varié : libéralisation de l'ouverture de comptes-titres pour les Chinois, plus large ouverture aux investisseurs étrangers, apparition de nouveaux produits financiarisés etc.

Banques et courtiers ne sont pas en reste dans ce phénomène. Pour gagner de nouveaux clients, ils n'ont pas hésité à leur prêter des fonds, mettant en avant de potentiels gains boursiers pour se faire rembourser. La flambée de la Bourse chinoise a donc été, en grande partie, achetée à crédit. Pékin, conscient du danger que représente ce genre de pratique, a récemment décidé de la limiter drastiquement.

La manoeuvre a fonctionné au-delà de toutes leurs espérances. Les investisseurs particuliers détiennent 80% des titres chinois. A comparer avec les 10-15% sur les grandes places occidentales. La folie boursière est telle qu'à partir de mars dernier, ce sont plus d'1 million de comptes-titres qui s'ouvraient en Chine... chaque semaine !

Cette ruée boursière a bien sûr soutenu l'envolée des cours et des indices. Le principal indice de la Bourse de Shanghai est ainsi passé, comme je vous le disais, d'environ 2 000 points en juin 2014 à, brièvement, plus de 5 000 points début juin dernier.

### **Comment expliquer les convulsions de ces dernières semaines ?**

Par plusieurs facteurs qui se sont combinés pour nous offrir le pire des scénarios.

Il y a tout d'abord, en arrière-fond, le ralentissement économique chinois qui fait douter de la valorisation de nombre d'actions, et tout particulièrement dans le secteur des nouvelles technologies et des énergies renouvelables qui ont connu une flambée sans pareil. Les PER (ratio entre les bénéfices et le cours boursier) ont alors pu dépasser les 350, contre 17 en moyenne sur la Bourse de Shanghai.

Il y a quelques semaines, l'édifiante histoire de Li Hejun, ex-deuxième homme le plus riche de Chine, a fait le tour de la planète. Cet homme d'affaire chinois a la tête d'Hanergy, une entreprise spécialisée dans les énergies renouvelables, a vu sa fortune fondre de 13 milliards d'euros en moins de 30 minutes, le 20 mars dernier, alors que le cours de sa société s'effondrait. Illustration de la folie qui s'était emparée de certains secteurs...

Ensuite, il y a l'inquiétude des investisseurs étrangers devant la flambée boursière de ces 12 derniers mois. Les sommets atteints par la Bourse de Shanghai ont fini par mettre la puce à l'oreille à ces investisseurs – bien plus aguerris que les néophytes boursiers chinois. Depuis mars, on observe donc un mouvement de

reflux des investissements étrangers. La dernière semaine de mars, ces investisseurs ont ainsi soldé pour 262 millions de dollars de positions en une semaine...

Enfin, il y a la décision des autorités de régulation chinoises de, comme je vous le disais plus haut, limiter très fortement la pratique des prêts pour investir en Bourse – ce qui limite l'enthousiasme des Chinois pour la Bourse.

Les autorités chinoises ont en outre annoncé qu'elles allaient enquêter sur des soupçons de manipulation des cours, alimentant les rumeurs les plus folles, soupçonnant l'intervention d'une grande banque d'affaires – pourquoi pas Goldman Sachs ? – et/ou de fonds spéculatifs qui auraient parié à la baisse sur l'effondrement de la Bourse chinoise.

Saisis de panique, certains investisseurs se sont mis à vendre à tout-va, provoquant un effet boule de neige. Les séances de violente chute s'enchaînent et la volatilité *intraday* est à son comble... Mais est-ce *vraiment* grave, docteur ? La Bourse chinoise va-t-elle connaître son octobre noir ? Son krach de 1929 ? C'est ce que nous verrons lundi prochain !

## [Les gros investisseurs ne peuvent pas acheter de dollars](#)



[Steve Saville](#)  
[The Speculative Investor](#)

Publié le 03 juillet 2015

On m'a récemment envoyé un article selon lequel, au cours de la prochaine crise des marchés financiers ou du prochain effondrement du marché des actions, nous assisterons à une ruée vers le dollar ; mais que contrairement aux crises passées, qui ont vu les investisseurs s'exposer au dollar grâce à l'achat d'obligations américaines, la prochaine crise les verra se ruer directement sur le dollar en liquide. C'est absolument faux, parce que les gros investisseurs ne peuvent simplement pas acheter de dollars. Comme je suis sur le point de l'expliquer, ils seront forcés d'acheter des actifs libellés en dollars.

Si vous disposez de 50.000 dollars investis sur les obligations de sociétés et les actions, vous pouvez vendre ces investissements et déposer le fruit de votre vente sur un compte bancaire. Vous pouvez également retirer 50.000 dollars de billets de banque et les conserver dans un coffre, chez vous. Dans le premier cas, vous prêtez de l'argent à une banque et assumez un risque lié au crédit, mais votre dépôt est assuré dans sa totalité, ce qui annule pratiquement ce risque. Dans le deuxième cas, vous n'assumez pas de risque lié au crédit, mais vous risquez qu'on vous vole

vos argent. L'idée est qu'il soit faisable, pour un investisseur qui disposerait de 50.000 dollars, de se tourner directement vers des dollars liquides.

Ce n'est en revanche pas le cas pour un investisseur qui disposerait de centaines de millions, ou de milliards, de dollars.

Si vous disposez d'un milliard de dollars d'investissements et voulez vous tourner vers les devises, vous pouvez bien entendu vendre vos investissements et déposer le fruit de votre vente sur un compte bancaire. La banque que vous choisirez sera sans doute heureuse de recevoir votre argent, mais moins d'un pourcent de votre dépôt sera assuré. Cela signifie que plus de 99% de votre dépôt sera sujet au risque lié au crédit (en cas de faillite bancaire), qui peut être très élevé en période de crise financière. Déposer de l'argent auprès d'une banque vous oblige à assumer un risque de près de 100%. Ce n'est pas là le genre de sécurité que vous recherchez en vous tournant vers les devises !

De plus, si vous avez beaucoup d'argent, le retirer du système bancaire n'est pas toujours une solution. Premièrement, vous ne seriez certainement pas autorisé à convertir de larges sommes d'argent en liquide, et même si vous l'étiez, vous devriez prendre en compte le coût du transport, du stockage et de l'assurance de ce liquide. Ce coût pourrait suffire à rendre l'exercice peu intéressant.

L'accumulation de telles quantités d'argent liquide aura l'effet secondaire indésirable d'attirer vers vous le regard du gouvernement.

Si vous recherchez une exposition au dollar et désirez mettre en sécurité de grosses sommes de dollars sur une courte période, vous n'avez pas d'autre choix que de prêter votre monnaie au gouvernement américain au travers de l'achat d'obligations. C'est pourquoi une ruée vers le dollar sera toujours associée à une ruée vers le marché des obligations.

<http://tsi-blog.com/>

## **Le compteur de la dette US bloqué à 18,112,975,000,000 \$ depuis plus de 3 mois**

Publié par [wikistrike.com](http://wikistrike.com) sur 2 Juillet 2015

La portion de la dette fédérale qui a été fixée à une limite légale par le Congrès s'est fermée vendredi 26 juin à 18,112,975,000,000 \$ **selon la dernière déclaration du Daily Treasury, qui a été publiée à 16h00 le lundi.**

Cela, d'après les déclarations du Trésor Américain, fait 15 semaines complètes que la dette soumise à la limite a été gelée à 18,112,975,000,000 \$.

18,112,975,000,000 \$ est environ 25 millions de dollars en dessous de la limite légale de la dette fixée à 18,113,000,080,959.35 \$.

La déclaration du Daily Treasury pour le jour de fermeture du 13 mars a été la première à avoir présenté la dette fédérale atteindre sa limite de 18,112,975,000,000\$. Depuis ce jour là, toutes les déclaration du Daily Treasury ont rapporté la même chose: la dette qui stagne à 18,112,975,000,000 \$.

Depuis le 16 mars, toutes les déclarations du Daily Treasury présentent une dette commençant et finissant chaque jour à 18,112,975,000,000 \$.

<b>TABLE III-C - Debt Subject to Limit</b>				
Balance Transactions	Closing balance today	Opening balance		
		Today	This month	Fiscal year
Debt Held by the Public	\$ 13,070,831	\$ 13,071,941	\$ 13,052,706	\$ 12,784,971
Intragovernmental Holdings	5,081,870	5,080,771	5,100,145	5,039,100
<b>Total Public Debt</b>				
Outstanding	18,152,701	18,152,711	18,152,852	17,824,071
Less: Debt Not Subject to Limit:				
Other Debt	484	484	484	484
Unamortized Discount	25,136	25,147	25,287	28,374
Federal Financing Bank	13,612	13,612	13,612	13,612
Hope Bonds	494	494	494	494
Plus: Other Debt Subject to Limit				
Guaranteed Debt of Government Agencies	0	0	0	0
<b>Total Public Debt Subject to Limit</b>	<b>\$ 18,112,975</b>	<b>\$ 18,112,975</b>	<b>\$ 18,112,975</b>	<b>\$ 17,781,107</b>
<b>Statutory Debt Limit</b>	<b>\$ 18,113,000</b>	<b>\$ 18,113,000</b>	<b>\$ 18,113,000</b>	<b>*</b>

\*Statutory debt limit temporarily suspended through March 15, 2015.  
As of March 16, 2015 the debt limit was increased to \$18,113,000,080,959.35.

La Table III-C de la déclaration du Daily Treasury pour le 26 juin montre que la dette a commencé au début du mois de juin à 18,112,975,000,000 \$ et était de 18,112,975,000,000 \$ à la fin du mois de juin.

(...)

**Source:** CNS News

# Les banques doivent publier leur exposition directe et indirecte au risque grec

Article Bruno Bertez du 2 juillet 2015

Vous savez que, ***dorénavant, vous êtes en quelque sorte actionnaire de votre banque, quelle qu'elle soit [au Canada aussi]***. Et pas seulement de ses fausses coopératives que sont le Crédit Agricole ou le Crédit Mutuel. Si vous avez plus de 100.000 euros en banque, votre dépôt ne bénéficie plus d'une garantie absolue. Il est intégré, en cas de difficultés de votre banque, aux fonds propres de l'établissement, c'est-à-dire qu'il peut être utilisé pour renflouer l'établissement. Tout ce qui est au-dessus de 100.000 euros est menacé et vulnérable à une déconfiture bancaire. Les lois correspondantes ont été prises, ou sont en train d'être prises en cachette, partout au niveau européen. En fait, c'est une directive mondiale qui vise à changer la nature de vos relations avec les banques. Votre argent chez elle n'est plus un dépôt, c'est une créance sur la banque et donc, à ce titre, vous pouvez être spoliés comme tous les créanciers en cas de déconfiture. Nous pensons même que ceci peut être utilisé de façon extensive, même si la banque sur le papier est solvable, une simple crise de liquidités peut, à notre avis, déclencher la procédure.

Qu'est ce que cela veut dire ?

Cela veut dire que, puisque vous êtes créanciers, vous êtes en droit de connaître et d'exiger de connaître la situation de votre banque et l'incidence de tout événement majeur susceptible de modifiera cette situation. Vous comprenez en effet qu'être créanciers fait de vous une sorte de responsable de vos choix ; vous les assumez ; vous payez, mais en échange, la contrepartie évidente est que vous devez être informés.

Nous avons déjà dit, et nous le redisons, que dorénavant l'information bancaire doit être disponible, claire et facile d'accès pour les clients. Ne pas le faire est, en quelque sorte, léonin puisque cela conduit à vous forcer à faire confiance sans disposer des éléments qui justifient cette confiance. Nous espérons que les protestations et les demandes seront suffisamment nombreuses, peut-être seront-elles relayées par les associations de consommateurs, bien qu'elles ne comprennent rien à la chose financière. Une chose est sûre. Un droit vous est ouvert et, s'il n'est pas rempli spontanément, il se trouvera bien un tribunal pour en juger et vous l'accorder.

Il y a plus. Vous savez que les banques, même celles qui prétendent n'investir l'argent de leurs clients que « près de chez vous », vous savez que les banques

spéculent comme des laquais. Elles jouent non seulement leurs fonds, mais les vôtres. Ce qui est extraordinaire, c'est que l'on n'en entend jamais parler. La consigne du silence est bien respectée car vos journaux et télévisions sont en quelque sorte tenus par les pouvoirs publics et leurs complices, les banquiers. Il n'y a pas que la publicité. Il y a les pressions, les copinages, les réseaux occultes, etc. Donc les banques spéculent, multiplient les opérations risquées, voire même critiquables, pour augmenter les bénéfices apparents et donc pour produire des bonus supplémentaires pour leurs dirigeants. Ces bonus sont un pur scandale, car ils n'ont pas pour contrepartie une participation aux pertes. Tout ceci pour dire qu'encore dans l'affaire de la cessation de paiement grec, l'agence Bloomberg chiffre l'exposition des banques européennes à 45 milliards d'Euros et l'exposition directe et indirecte des banques françaises à 8 ou 9 milliards. En avez-vous entendu parler ? Nous, absolument pas, et pourtant il y a peu de choses qui nous échappent.

Il y a plus que l'affaire grecque, il y a la situation des marchés financiers en général. Les banques sont bourrées de papier, en particulier d'obligations souveraines, mais elles ont aussi des instruments de crédit et des actions. Le resserrement de la liquidité, la tendance à la hausse des taux et la dislocation de certains émergents créent un risque très important pour les marchés. On peut même dire que, au niveau actuel de valorisation excessive, les risques de « trou » sont loin d'être exclus. Des organismes américains et des organismes suisses ont évalué la vulnérabilité des banques européennes en cas de reflux des marchés. Pour certaines, les chiffres font se dresser les cheveux sur la tête. Pourquoi vous, créanciers de vos banques, n'auriez-vous pas connaissance de ces chiffres et de ces simulations ? Ce n'est pas nuire au crédit des banques que d'évoquer la question, c'est au contraire renforcer ce crédit par une exigence d'information claire, exhaustive.

Dans le cadre des nouvelles dispositions qui font de vous le responsable et la victime des pertes bancaires, vous êtes en droit d'exiger de votre banque qu'elle rende publiques non seulement ses pertes, mais son exposition, lorsqu'un événement financier grave se produit. N'ayez aucun scrupule, n'ayez aucune peur, vous êtes dans votre droit, et si le droit n'est pas encore dit, l'équité et ma morale vous donneront

## **Grèce : tartuferie médiatique ou véritable révolution politique ?**

*Posté le 2 juillet 2015 par Bruno Colmant*



Depuis plusieurs jours, la crise grecque se transforme, à nos yeux, en tartuferie qui ne respecte aucune des règles prévisibles en matière de gestion et de résolution de conflit diplomatique.

Tous, nous attendons un retour à la normale.

Mais qui sait si ce n'est justement pas le contraire que le gouvernement grec veut, c'est-à-dire une révolution monétaire ?

Pas une révolution à 360 degrés, mais autre chose ?

Il y a, en Grèce, des farfelus pour qui les derniers événements sont des griseries stériles et fugaces.

Des étourdissements de distraction.

Mais il y a aussi, peut-être, des esprits authentiquement révolutionnaires prêts à fissurer l'ordre étatique.

Ceux-là sont les fils de ceux qui ont abattu le régime des colonels en 1974 et qui par répétition de scénario, voudraient peut-être leur retour pour justifier leur comportement ?

La monnaie, l'ordre social, l'Etat et l'armée : tout est présent dans cette crise qui respecte les règles de temps et de lieu d'une tragédie... grecque.

Tsipras, le Premier Ministre grec est né en 1974, l'année de la restauration de la démocratie.

Un hasard ? Oui ? Non ?

Cela demande réflexion et intuition.

## **Faillite de la démocratie occidentale : une dérive totalitaire à son point d'achèvement**

par Le Yéti - Le monde d'après

La (brève) campagne pour le référendum grec aura achevé de faire tomber les derniers oripeaux de l'idée démocratique à l'occidentale. Et confirmé la dérive clairement totalitaire d'une élite dirigeante aux abois.



*La machine de la terreur ("Quotidien des Rédacteurs" du 2 juillet 2015)*

A-t-on jamais vu pareil déchaînement contre un gouvernement ayant décidé de consulter ses citoyens quant au chemin délicat qu'il entendait emprunter ?

- **Intrusion grossière dans un processus démocratique** avec des appels, que dis-je, des injonctions à voter oui de la part des autorités européennes :

« Un non des Grecs au référendum serait un non à l'Europe »  
(Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne).

- **Menaces ouvertes de représailles** en cas de vote contraire à ces injonctions, comme celle de Jeroen Dijsselbloem, président de l'Eurogroupe, avertissant que toute négociation serait close si la Grèce vote "non".
- **Appel sans phare à un coup d'État** : Martin Schultz, président du Parlement européen, ne vient-il pas d'exprimer son souhait de « voir la fin de l'ère SYRIZA en cas de victoire du "oui" aux réformes, pour qu'un gouvernement de technocrates puisse être formé » ?
- **Mensonges éhontés** pour appuyer des arguments comme cette déclaration du ministre français Sapin invoquant de prétendues interventions de pays jaloux des "largesses" accordées par le FMI à la Grèce (affirmations solennellement démenties par les intéressés, l'Argentine et le Brésil, ceux-là prenant au contraire fait et cause... pour le gouvernement Tsipras !).
- **Pressions intérieures tout aussi brutales** comme ce chantage révélé par Panagiotis Grigoriou sur son site [Greek Crisis](#) : en juin, des entreprises privées grecques n'ont payé que la moitié des salaires de leurs employés, en menaçant ces derniers de s'exposer à des

licenciements massifs en cas de victoire du “non”.

### **La répression comme ultime méthode de gouvernement**

Mais ces dangereuses dérives ne se limitent pas au seul cas grec. Celui-ci n'est au contraire que le point d'achèvement de l'idée démocratique à l'occidentale. Car il faut avoir les yeux et l'esprit sérieusement crottés pour ne pas en avoir vu se multiplier les signes de plus en plus criants de la tentation totalitaire :

- **La remise en cause sans complexe de tous les résultats électoraux “non conformes”** : après le référendum français de juin 2005, les législatives grecques de janvier 2015 avaient déjà fait l'objet de ces remises en cause à peine voilées.
- **La militarisation galopante de l'espace démocratique** : non seulement en Ukraine et dans les ex-pays dits de l'Est, mais également sur toutes les Zad récalcitrantes et dans tous les quartiers “échauffés” (cf. l'équipement des Robocops policiers abondamment déployés par les autorités en poste).
- **La multiplication des mesures répressives et liberticides** : mises sur écoute de tous les citoyens, limitation draconienne du droit de manifester comme [en Espagne](#), répression féroce contre tous les lanceurs d'alerte tels Julian Assange ou Edward Snowden...
- **L'assujettissement complet des moyens d'informations** devenus purs instruments de propagande au service de la pensée unique, comme on a pu encore le vérifier avec la [curée médiatique](#) contre le référendum grec, tant dans les pays satellites européens qu'en Grèce même où TOUS les médias privés se sont faits les hérauts du “oui”.

### **Des ennemis**

Cette fuite en avant totalitaire, qui ne prend même plus soin de se draper dans les oripeaux de l'apparence démocratique, illustre bien plus un désarroi qu'une position de force des dirigeants occidentaux. Ceux-là n'ont tout bonnement plus d'autres moyens, ni financiers, ni économiques, ni politiques, encore moins sociaux, d'assurer leur autorité auprès de leurs ouailles.

Pas d'autres moyens non plus, et c'est peut-être le plus important, de préserver les intérêts très privés de leurs commanditaires. Car là où les citoyens russes et chinois ont encore des chefs d'État, les populations

occidentales n'ont plus depuis longtemps que les VRP appointés des lobbies de ces intérêts privés.

Dès lors, **le spectacle démocratique n'a plus pour but que de valider le degré de soumission des majorités à leurs maîtres**. Et l'effondrement de pratiquement tous les fondamentaux du système occidental néolibéral ne peut conduire qu'au chaos politique.

Le fossé est désormais définitif entre les citoyens et ceux qu'on ose plus appeler leurs "représentants". Quel qu'en soit l'issue, le résultat du référendum grec témoignera vite de cette rupture irréductible. Car quoi qu'en dise Alexis Tsipras, une victoire du "non" n'infléchira en rien la position inflexible de la Troïka. **D'adversaires politiques, ceux-là sont clairement devenus des ennemis.**

## [La crise grecque fait perdre 88 milliards aux milliardaires](#)

Par [Maxime Brigand](#) Mis à jour le 01/07/2015

**[Malheur, vont plus pouvoir s'acheter du chewing gum.]**



**INFOGRAPHIE - Les 200 plus grosses fortunes mondiales ont souffert de la chute des marchés boursiers. Trois Français se situent parmi les dix qui ont virtuellement perdu le plus.**

C'est l'une des nombreuses conséquences de la crise terrible qui touche la zone euro ces derniers jours. Les 200 plus grandes fortunes mondiales ont brutalement fondu. Depuis le mercredi 24 juin, date à laquelle au sortir d'une réunion de l'Eurogroupe le premier ministre grec, Alexis Tsipras, attaquait directement le Fonds monétaire international (FMI), elles ont perdu près de 88 milliards de dollars, selon l'index Bloomberg sur les milliardaires, dont 52,3 sur la seule journée de lundi. Ce jour-là, l'ensemble des Bourses mondiales a largement plongé. Le CAC 40 a enregistré une chute de 3,74% alors que les Bourses de Milan, Lisbonne et Madrid ont toutes dévissé de 5%. Le Dow Jones perdait quant à lui 1,95%. Ces pertes sont bien sûr virtuelles, les détenteurs des titres n'ayant réellement rien perdu tant qu'ils ne s'en sont pas séparé.

En moyenne, la perte pour chaque milliardaire s'élève à 217,5 millions de dollars sur la période. Si certains comme Aliko Dangote, l'homme le plus riche d'Afrique, a gagné 639,2 millions de dollars depuis lundi, d'autres fortunes ont très nettement plongé. La chute la plus impressionnante est celle de l'Espagnol, Amancio Ortega, créateur de Zara et deuxième fortune mondiale (69,2 milliards de dollars), dont le capital a plongé de 3,5 milliards. De son côté, Bill Gates, l'homme le plus riche du globe, a perdu 1,4 milliard de dollars sur la journée de lundi alors que son compatriote, l'investisseur Warren Buffett, a enregistré une perte de 1,6 milliard de dollars, soit l'équivalent de ce que devait rembourser Athènes au FMI.

### **La chute spectaculaire des riches français**

La Bourse de Paris plombée, les riches français n'ont pas été épargnés par la situation grecque. Parmi les dix grandes fortunes les plus touchées lundi dernier, se trouvent trois Français. Lilane Bettencourt (-1,1 milliard de dollars), Patrick Drahi (-992,6 millions) et Bernard Arnault (- 1 milliard). Ce dernier, douzième fortune mondiale et propriétaire du groupe LVMH, est également le milliardaire qui a le plus perdu le lendemain avec une nouvelle perte de 2,1 milliards de dollars mardi. Le Français le plus riche du monde a au total vu sa fortune fondre de 5,6%.

# 52,3 milliards perdus par les milliardaires en une journée

TOP 10 DES **PERTES FINANCIÈRES** DANS LA JOURNÉE DU LUNDI 29 JUIN

	Classement mondial	Fortune (en milliards de \$)	Pertes (en milliards de \$)	Pertes (en %)
Amancio Ortega	2 <sup>e</sup>	69,2	-2,3	-3,20%
Warren Buffett	3 <sup>e</sup>	67,1	-1,6	-2,30%
Carlos Slim	4 <sup>e</sup>	67	-1,6	-2,20%
Bill Gates	1 <sup>er</sup>	83,6	-1,4	-1,70%
Liliane Bettencourt (FR)	14 <sup>e</sup>	35,7	-1,1	-3,10%
Bernard Arnault (FR)	12 <sup>e</sup>	37,3	-1	-2,70%
Patrick Drahi (FR)	36 <sup>e</sup>	21,2	-0,99	-4,50%
Georg Schaeffler	31 <sup>e</sup>	23,4	-0,96	-4,00%
Mark Zuckerberg	11 <sup>e</sup>	37,7	-0,94	-2,40%
Guo Guangchang	192 <sup>e</sup>	7,3	-0,87	-10,60%

Source : Bloomberg

01/07/2015

Infographie **LE FIGARO**